

***FONDATION D'ENTREPRISE
GROUPAMA POUR LA SANTE***

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

Siège social :
8/10, rue d'Astorg
75008 PARIS

Lucien ZOUARY & Associés
Expert-comptable et commissaire aux comptes
154, boulevard Haussmann – 75008 PARIS
Tél. : 01.47.42.22.00 – Fax : 01.47.42.22.02

FONDATION D'ENTREPRISE GROUPAMA POUR LA SANTE

**Siège social : 8/10, rue d'Astorg
75008 PARIS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**Comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025**

Au Conseil d'administration de la FONDATION GROUPAMA POUR LA SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION D'ENTREPRISE GROUPAMA POUR LA SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels du présent rapport ».

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note intitulée « Changement de méthode » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022 de l'Autorité des Normes Comptables.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note « **Changement de méthode** » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative à la modernisation des états financiers. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables appliqués par votre fondation, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du trésorier, et dans les documents adressés aux membres du Conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 2 avril 2026

Lucien ZOUARY & Associés



Le Commissaire aux Comptes,
Vincent ROUHIER

Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevée que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN

ETATS FINANCIERS AU 31/12/2025

BILAN ACTIF

ACTIF		31/12/2025		31/12/2024
		Brut	Amort et Provisions	Net
ACTIF IMMOBILISE	Actifs immobilisés			
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :			
	Frais d'établissements			
	Frais de recherches et de développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Conces., brevets, licences, marques, procédés			
	Immobilisations incorporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :			
	Terrains			
ACTIF CIRCULANT	Constructions			
	Installat. techn Mat et out industriel			
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :			
	Participations et créances rattachées			
	Autres titres immobilisés			
	Prêts			
	Autres			
TOTAL I				
COMPTES DE REGUL	Actif circulant			
	STOCKS ET EN COURS :			
	CREANCES :			
	Créances clients, usagers et comptes rattachés			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Autres			
	VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT	10		10
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE			
COMPTES DE REGUL	DISPONIBILITES	326 859		326 859
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	13 785		13 785
	TOTAL II	340 654		340 654
				191 405
COMPTES DE REGUL	Frais d'émission des emprunts (III)			
	Primes de remboursement des emprunts (IV)			
	Ecart de conversion Actif (V)			
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	340 654	0	340 654
				191 405

ETATS FINANCIERS AU 31/12/2025

BILAN PASSIF

PASSIF		31/12/2025	31/12/2024
CAPITAUX PROPRES	FONDS PROPRES		
	Fonds de dotation		
	Fonds propres sans droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires	22 440	22 440
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves :		
CAPITAUX PROPRES	Réserves statutaires ou contractuelles	148 255	21 887
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	146 096	126 368
	Situation nette (sous total)	316 791	170 695
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	TOTAL I	316 791	170 695
CAPITAUX PROPRES	FONDS REPORTES ET DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
CAPITAUX PROPRES	TOTAL II		
PROVISIONS RISQUES & CHARGES	PROVISIONS		
	Provisions pour Risques		
	Provisions pour Charges		
PROVISIONS RISQUES & CHARGES	TOTAL III		
DETTES	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Dettes Fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	23 863	20 710
	Instruments de trésorerie		
DETTES	Produits constatés d'avance		
	TOTAL IV	23 863	20 710
COMPTES DE RÉGUL	ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	340 654	191 405

COMPTE DE RESULTAT

ETATS FINANCIERS AU 31/12/2025

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION : Cotisations Ventes de biens et services : Ventes de biens dont ventes de dons en nature Ventes de prestations de service dont parrainages Produits de tiers financeurs : Concours publics et subventions d'exploitation Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable Ressources liées à la générosité du public : Dons manuels Mécénats Legs, donations et assurances-vie Contributions financières Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions Utilisations des fonds dédiés Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles Autres produits	1 011 998	695 210
TOTAL I	1 011 998	695 210
CHARGES D'EXPLOITATION : Achats de marchandises Variation de stocks Autres achats et charges externes Aides financières Impôts, taxes et versements assimilés Salaires et traitements Charges sociales Dotations aux amortissements et aux dépréciations Dotations aux provisions Reports en fonds dédiés Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées Autres charges	161 180 704 723	113 060 455 782
TOTAL II	865 903	568 842
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	146 095	126 368
PRODUITS FINANCIERS : De participations D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits des cessions des immobilisations financières Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	0	0
CHARGES FINANCIERES : Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Valeurs comptables des immobilisations financières cédées Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	0	0
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	146 095	126 368

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
TOTAL V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
TOTAL VI	0	0
4 RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	0	0
Participations des salariés aux résultats de l'entreprise (VII) Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 011 998	695 210
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	865 903	568 842
EXCEDENT OU DEFICIT	146 095	126 368
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat	694 422	574 760
TOTAL	694 422	574 760
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mises à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole	694 422	574 760
TOTAL	694 422	574 760

ANNEXE

SOMMAIRE

Note 1	:	DESCRIPTION DE LA FONDATION
Note 2	:	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE
Note 3	:	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES
Note 4	:	BILAN
Note 5	:	COMPTE DE RESULTAT
Note 6	:	AUTRES INFORMATIONS
Note 7	:	ENGAGEMENTS HORS BILAN

Note 1 : DESCRIPTION DE LA FONDATION

La Fondation d'Entreprise GROUPAMA pour la Santé est une fondation d'entreprise créée sous le régime des lois du 23 juillet 1987 et 4 juillet 1990, et dont l'objet est notamment d'encourager la diffusion de l'information sur les maladies rares, de rompre l'isolement des malades en favorisant le développement de leurs associations et de soutenir la recherche sur les maladies rares.

L'arrêté préfectoral d'autorisation de constitution de la Fondation d'Entreprise GROUPAMA pour la Santé du 22 novembre 2001 a été publié le 26 janvier 2002 par le Ministère de l'Intérieur. La Fondation n'ayant acquis la capacité juridique qu'à cette date, son premier programme d'action quinquennale n'a pu débuter en 2001 pour finir en 2005, comme le prévoyaient les statuts d'origine, mais en 2002, pour une durée de cinq ans, soit jusqu'en 2006.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 18 novembre 2009, a décidé la prorogation de la Fondation pour une nouvelle durée de 9 ans. L'arrêté préfectoral d'autorisation de prorogation et de modifications statutaires diverses du 15 janvier 2010 a été publié le 13 mars 2010.

Comme conséquence de la prorogation de la Fondation, le Président propose au Conseil de fixer à 1.266.523 euros le montant du premier programme d'action quinquennal, comprenant les versements des fondateurs pour un montant de 1.212.675 euros, auquel s'ajoute le montant de 53.357 euros de la dotation initiale qui n'a plus lieu d'être, ainsi que le montant du poste report à nouveau au 31.12.2008 s'élevant à 491 euros.

Lors du conseil d'administration du 09 décembre 2015, le programme d'action pluriannuel 2016-2018 a été fixé à 1.247.115 euros. Celui-ci comprend les versements des fondateurs pour un montant de 1.224.675 euros, auxquels s'ajoute le solde de la dotation initiale d'un montant de 22.440 euros au 31/12/2015.

Dans ce cadre, les ressources versées en 2018 par les fondateurs s'élèvent à 408.225 euros conformément à l'article 12 des statuts.

Aux termes d'une nouvelle décision en date du 4 juillet 2018, les fondateurs ont décidé de proroger la Fondation pour une nouvelle période de 15 (quinze) ans, soit jusqu'au 31 décembre 2033.

Le montant du programme d'action pluriannuel 2019-2023 est fixé à 2.041.125 euros, comprenant les versements des fondateurs pour un montant de 2.041.125 euros, auxquels s'ajoute le solde de la dotation initiale d'un montant de 22.440 euros.

Lors du conseil d'administration du 30 octobre 2023, le programme d'action pluriannuel 2024-2028 a été fixé à 4.895.000 euros. Celui-ci comprend les versements des fondateurs pour un montant de 4.895.000 euros, auxquels s'ajoute le solde de la dotation initiale d'un montant de 22.440 euros au 31/12/2013.

Note 2 : FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Conformément au nouveau programme d'action pluriannuel, le montant des versements des fondateurs a augmenté de 45.57% en 2025. L'activité de la Fondation a pu se poursuivre et de nouveaux projets de recherche ont été soutenus, en métropole et en outre-mer. Les soutiens en cours se sont poursuivis conformément aux conventions et ont avancé de manière significative démontrant de la volonté des équipes de recherche et des associations à poursuivre malgré des conditions complexes. Les actions prévues dans le cadre des partenariats avec les institutions maladies rares ont également pu se dérouler pour partie, certaines ayant toutefois été annulées ou réalisées dans des conditions minimant leur ampleur.

EVENEMENT POST-CLOTURE

A la date d'arrêté des comptes, la Fondation n'a pas connaissance d'évènements significatifs nécessitant une information dans l'annexe.

Note 3 : PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis et présentés selon la réglementation comptable française en vigueur, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

La Fondation arrête ses comptes conformément aux règles du Plan Comptable Général en respectant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 ainsi que le règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant ce règlement et plus particulièrement le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux règles de comptabilisation des domaines spécifiques des associations et fondations.

Les comptes sont établis dans le respect des principes de :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes,
- Prudence

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Versement du fondateur :

La fondation d'entreprise bénéficie d'un engagement de versement étalé des ressources correspondant à un cinquième par an selon le plan pluriannuel de consommation. Elle comptabilise au compte de résultat le montant effectivement attendu pour l'exercice. En fin d'exercice, selon que les ressources sont supérieures ou inférieures aux emplois, l'excédent ou l'insuffisance constaté au compte de résultat est comptabilisé en report à nouveau positif ou négatif. Par ailleurs, les versements attendus sur les exercices suivants sont enregistrés en engagement hors bilan.

Traitement des aides accordées :

Les aides financières sont comptabilisées par la fondation à la date de leur octroi, à savoir à la date de la notification de leur attribution aux bénéficiaires.

La date d'octroi de l'aide financière correspond à la date à laquelle le tiers a été informé de l'octroi du financement, par tout moyen écrit, ou à défaut, à la date de signature de la convention.

Dès lors que la fondation a créé une attente du tiers bénéficiaire, qu'il percevra cette aide financière et qu'il est probable que cet engagement provoque une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, un passif est comptabilisé.

Dans le cas où la convention de financement prévoit une clause résolutoire, les règles précitées s'appliquent. Les clauses résolutoires, qui peuvent conduire à la résolution de la convention et à la restitution de l'aide, sont sans effet sur l'obligation de la fondation envers le tiers à la date d'octroi.

Dans le cas où la convention de financement prévoit une clause suspensive, l'existence d'une telle clause ne fait pas obstacle à la comptabilisation de la charge, sous réserve que la fondation estime qu'il est probable que cette condition suspensive sera levée, c'est-à-dire qu'il y aura sortie de ressources. Le passif comptabilisé en contrepartie de la charge est ainsi estimé en prenant en compte la probabilité de levée de la condition suspensive. En revanche, s'il n'est pas probable qu'il y ait une sortie de ressources, aucun passif n'est comptabilisé.

Les aides financières attribuées pour financer un projet sur plusieurs exercices ne peuvent pas être étalées sur lesdits exercices sauf s'il existe des conditions mentionnées dans les conventions. Elles ne peuvent donc pas être étalées et sont comptabilisées en charges, pour leur totalité, à la date d'octroi

Changement de méthode comptable

La Fondation applique le nouveau référentiel comptable à compter du 1er janvier 2025 sur ses exercices ouverts à cette date.

Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, homologué par arrêté du 26 décembre 2023 est applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, a conduit le fonds de dotation à modifier certaines méthodes de comptabilisation afin de se conformer aux nouvelles dispositions.

Conformément aux articles du règlement, les principaux changements de méthodes applicables dans les comptes de l'exercice seraient les suivants :

- **Suppression des transferts de charges**, désormais interdits. Les charges et produits concernés sont reclassés dans les rubriques d'exploitation appropriées.
- **Nouvelle définition du résultat exceptionnel**, limitée aux produits et charges liés à :

Un événement **majeur et inhabituel**,

Des écritures **d'origine fiscale pure** (ex. amortissements dérogatoires),

Des **corrections d'erreurs**,

Des **changements de méthodes comptables** enregistrés en résultat pour assurer la déductibilité fiscale.

- **Actualisation du plan comptable et adaptation des modèles d'états financiers** (bilan, compte de résultat, annexes), impliquant une mise en conformité de certaines rubriques de présentation.

Il n'y a pas eu d'impact dans les comptes en dehors d'une présentation modifiée du compte de résultat (présentation synthétique du résultat exceptionnel contrairement à l'exercice précédent où il était détaillé, suppression de la notion de transferts de charges).

Note 4 : BILAN

– CREANCES

Il n'y a pas de créances à la date du 31 décembre 2025.

– DISPONIBILITES

A la date de clôture de l'exercice, le montant des disponibilités s'élève à 326 859 euros.

– VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT

Fin 2025 la Fondation a ouvert un compte sur livret auprès de la BNP. A la clôture de l'exercice le solde du compte est de 10 euros, montant déposé lors de l'ouverture.

– CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Le montant s'élève à 13 785 euros.

– FONDS PROPRES

Depuis le changement de méthode lié à l'application du règlement 2018-06 de l'ANC, la dotation versée par le Fondateur de 22 440 euros est reclassée en fonds propres statutaires sans droit de reprise.

Le résultat bénéficiaire 2024, de 126 368 euros, a été affecté en totalité sur le poste des réserves statutaires ou contractuelles qui s'élève ainsi à 148 255 euros conformément aux délibérations du conseil d'administration du 2 avril 2025.

Tableau de variation des fonds propres :

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Fonds de dotation	0,00				0,00
Fonds propres sans droit de reprise	22 440,00				22 440,00
Fonds propres avec droit de reprise	0,00				0,00
Ecart de réévaluation	0,00				0,00
Réserves	0,00				0,00
Réserves statutaires ou contractuelles	21 887,24	126 367,59			148 254,83
Réserves pour projet de l'entité	0,00				0,00
Autres	0,00				0,00
Report à nouveau	0,00				0,00
Excédent ou déficit de l'exercice	126 367,59	-126 367,59	146 095,92		146 095,92
Situation Nette	170 694,83	0,00	146 095,92	0,00	316 790,75
Fonds propres consommables	0,00				0,00
Subventions d'investissement	0,00				0,00
Provisions réglementées	0,00				0,00
TOTAL	170 694,83	0,00	146 095,92	0,00	316 790,75

– AUTRES DETTES

Les autres dettes, d'un montant total de **23 863 euros**, correspondent principalement à des **charges à payer** arrêtées à la clôture de l'exercice. Elles se décomposent comme suit :

- **23 euros** au titre de TAE,
- **2 500 euros** dus au **CHU de Rennes**,
- **3840 euros** concernant les CAP pour les **Honoraires CAC**,
- **7 500 euros** concernant la convention **GOC CNRS Occitanie**,
- **10 000 euros** concernant **GCM – Convention Denis Vivien "Blood and Brain"**,

Ces montants correspondent à des prestations ou conventions engagées avant la clôture de l'exercice, mais dont la facture n'avait pas encore été comptabilisée au moment de l'arrêté des comptes.

Note 5 : COMPTE DE RESULTAT

– AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 1 011 998 euros. Ils correspondent à la subvention allouée à la Fondation au titre de l'exercice 2025 :

- Groupama Assurances Mutuelles :	896 452 €
- Groupama Grand-Est :	10 000 €
- Groupama Rhône-Alpes Auvergne :	10 000 €
- Groupama Loire Bretagne :	10 000 €
- Groupama Nord-Est :	10 000 €
- Groupama Méditerranée :	10 000 €
- Groupama Centre-Atlantique :	15 546 €
- Groupama Antilles Guyane :	10 000 €
- Groupama Oc :	10 000 €
- Groupama Centre Manche :	10 000 €
- Groupama Paris-Val de Loire :	10 000 €
- Groupama Océan Indien :	10 000 €
Total	1 011 998 €

– CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation enregistrées sur l'exercice s'élèvent à 865 903 euros en 2025 contre 568 842 euros en 2024.

Elles se décomposent de la manière suivante :

CHARGES D'EXPLOITATION :	MONTANT EN € 2025	MONTANT EN € 2024
ACHATS DE LOGICIELS	0	0
SOUS-TRAITANCE GÉNÉRALE	16 609	8 145
MAINTENANCE	13 653	9 957
PRIME D'ASSURANCE	0	0
DOCUMENTATION	0	0
FRAIS DE COLLOQUES, SÉMINAIRES, CONFÉ	0	0
HONORAIRES	8 760	8 520
PUBLICITE	121 940	57 071
DEPLACEMENTS, MISSIONS, RECEPTIONS	0	29 148
SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	218	219
SUBVENTIONS	704 723	455 782
CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE		
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION :	865 903	568 842

Note 6 : AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE :

Le montant des contributions volontaires en nature apporté par Groupama Assurances Mutuelles est de 753 462 euros

Ce montant versé sans distinction entre la Fondation et le Fonds de dotation Vaincre les maladies rares sera réparti entre les deux entités en fonction de leurs recettes d'exploitation, soit 92,16% pour la Fondation Groupama pour la santé (soit 694 422 euros).

Ces contributions correspondent principalement à des frais de personnel Groupama Assurances Mutuelles mis à disposition de la Fondation (coût des salaires et accessoires), les locaux de la Fondation au siège de Groupama Assurances Mutuelles et des factures de prestations de services présent en charges par Groupama Assurances Mutuelles pour le compte de la Fondation (pour les montants facturés par les fournisseurs).

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE:		
NATURE :	MONTANT EN € 2025	MONTANT EN € 2024
Frais de personnel	478 398	374 284
Honoraires, travaux et sces ext.	54 142	41 758
Autres charges	10 659	10 371
Amortissements	7 254	5 239
Prestations - logistique et achats	104 860	109 539
Prestations - informatique	39 109	33 571
TOTAUX	694 422	574 761

Note 7 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS RECUS :

Pour mémoire, le programme d'action pluriannuel 2016-2018 d'un montant de 1.224.675 euros (Cf. Article 11 – Statuts) a été entièrement versé.

Le montant du programme d'action pluriannuel 2019-2023 est fixé à 2.041.125 euros, a été également entièrement versé.

Le conseil d'administration du 30 octobre 2023 a fixé le programme d'action pluriannuel 2024-2028 à 4.895.000 euros.

Dans ce cadre, les fondateurs s'engagent à verser, selon le calendrier suivant, les sommes indiquées ci-après au titre des années 2024-2028 :

**FONDATION D'ENTREPRISE GROUPAMA POUR LA SANTE
EXERCICE 2025 - ANNEXES**

	Engagements à reçus en 2024	Engagements reçus en 2025	Engagements à recevoir en 2026	Engagements à recevoir en 2027	Engagements à recevoir en 2028
ASSURANCES MUTUELLES	585 000 €	895 000 €	955 000 €	955 000 €	955 000 €
Caisses régionales	110 000 €	110 000 €	110 000 €	110 000 €	110 000 €
TOTAL	695 000 €	1 005 000 €	1 065 000 €	1 065 000 €	1 065 000 €

ENGAGEMENTS DONNES :

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à l'association Alliance Maladies Rares, selon le contrat de mécénat en date du 16 novembre 2021, un montant de 600 000 euros, reste à verser 100 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026..... 100.000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à INSERM agissant pour le compte de l'Institut de Neurosciences de Montpellier, selon le contrat de mécénat en date du 05 avril 2022, un montant de 500 000 euros, reste à verser 100 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026..... 100.000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à Maladie Rares Info Services, Selon le contrat de mécénat en date du 30 octobre 2024, un montant de 80 100 euros, reste à verser 26 700 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026..... 26 700.00 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à Institut IMAGINE, Selon le contrat de mécénat en date du 10 novembre 2024, un montant de 500 000 euros, reste à verser 300 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026..... 100.000 euros
- 2027..... 100.000 euros
- 2028..... 100.000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à Fondation Charles Nicolle Selon le contrat de mécénat en date du 10 mars 2025, un montant de 15 000 euros, reste à verser 10 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026..... 5.000 euros
- 2027..... 5.000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à CENTRE LEON BERARD Selon le contrat de mécénat en date du 02 Décembre 2025, un montant de 12 000 euros, reste à verser 6 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2027..... 6.000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à université de Rennes Selon le contrat de mécénat en date du 26 Juin 2025, un montant de 60 000 euros, reste à verser 40 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026 20.000 euros
- 2027 20.000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à Université Rouen Normandie, Selon le contrat de mécénat en date du 26 Mars 2025, un montant de 14 662 euros, reste à verser 4 662 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026..... 4.662 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à la Fondation Sorbonne Université , Selon le contrat de mécénat en date du 04 avril 2025, un montant de 500 000 euros, reste à verser 400 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026..... 100.000 euros
- 2027..... 100.000 euros
- 2028..... 100.000 euros
- 2029..... 70.000 euros
- 2029..... 30.000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à INSERM (Orphanet), selon le contrat de mécénat en date du 07 avril 2025, un montant de 100 000 euros, reste à verser 50 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026..... 50 000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à université de Bordeaux Selon le contrat de mécénat en date du 29 aout 2024, un montant de 58 000 euros, reste à verser 40 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026 20.000 euros
- 2027 20.000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à INSERM agissant pour le compte GIS Institut Blood and Brain Caen-Normandie selon le contrat de mécénat en date du 03 novembre 2025, un montant de 30 000 euros, reste à verser 20 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026 10.000 euros
- 2027 10.000 euros

La fondation Groupama pour la Santé s'est engagée à apporter à la Fondation Voir et Entendre (Institut de la Vision), selon le contrat de mécénat en date du 29 Septembre 2025, un montant de 55 000 euros, reste à verser 10 000 euros, selon l'échéancier suivant :

- 2026..... 10 000 euros

INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES CONTREPARTIES :

Au titre de l'article L612-5 du code de commerce, la Fondation Groupama n'a pas conclu de conventions dites réglementées.

La Fondation n'a effectué aucune opération interne avec des parties liées conclue dans des conditions anormales telles que prévus dans l'article 431-12 du règlement ANC 2018-06.